



25^{ème} Session du Conseil des droits de l'homme

Point 3 de l'ordre du jour

Dialogue interactif avec la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels

Déclaration de la Suisse

Genève, le 12 mars 2014

Monsieur le Président,

La Suisse souhaite remercier la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels pour son rapport et la qualité de son travail.

Tout au long de l'histoire, même la plus récente, les violations massives ou graves de ce que nous appelons aujourd'hui les droits de l'homme abondent. Le travail de mémoire permet de ne pas perdre de vue quels ont été ces drames, et aide les individus ainsi que les collectivités affectées à surmonter le passé. En même temps, ils nous rappellent les fondements de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Dès lors, et à l'instar de la Rapporteuse spéciale, la Suisse considère que le travail de mémoire concernant des événements tragiques ou des violations massives ou graves des droits de l'homme ne doit pas être négligé dans les stratégies de mise en place des institutions démocratiques ainsi que dans les stratégies de justice transitionnelle et de gestion du passé.

La Suisse se joint à la Rapporteuse spéciale pour recommander aux Etats et aux parties concernées par un processus de mémoire de soutenir les victimes et les familles des victimes qui souhaitent s'engager dans un tel processus. A ce titre, il est encore important de souligner que le processus en lui-même, qui doit être inclusif et respectueux, est tout aussi important que son aboutissement à un résultat.

Le rôle des Etats est particulièrement important. En tant que garants des droits de l'homme, ils ont pour tâche de coordonner l'élaboration du processus de mémoire avec la société civile et les parties concernées dans l'intérêt de chacun et en particulier des victimes. De plus, les gouvernements ne doivent pas perdre de vue que l'objectif à long terme est l'apaisement des consciences, la réflexion ainsi que la réconciliation avec le passé et la mise en garde pour l'avenir.

Ma délégation souhaiterait adresser la question suivante à Madame la Rapporteuse:

Votre rapport met en exergue que l'instrumentalisation de l'histoire est un risque inhérent à tout processus de mémoire. Les gouvernements peuvent être tentés d'utiliser à leur profit cette instrumentalisation. Que peut-il être prévu, au niveau international, afin d'éviter de telles situations ?

Je vous remercie.